

du projet de sécurisation des approvisionnements en produits pétroliers.

Article 2 - Le présent décret sera publié au Journal Officiel.

Ministère de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications

Actes Réglementaires

Décret n° 2001 - 070 du 28 juin 2001 portant création de neuf communes aux lieu et place de la Commune de Nouakchott.

ARTICLE PREMIER - Il est créé, au sein de l'agglomération de Nouakchott, aux lieu et place de la Commune de Nouakchott, telle qu'instituée par le décret n° 86 - 164 du 02 octobre 1986, neuf communes, respectivement dénommées :

- commune d'Arafat ;
- commune de Dar Naim ;
- commune de El Mina ;
- commune du Ksar ;
- commune de Riadh ;
- commune de Sebkha ;
- commune de Tevragh - Zeina ;
- commune de Teyarett ;
- commune de Toujounine.

Article 2 - Les limites territoriales et sièges respectifs des communes créées à l'article 1^{er} ci - dessus correspondent aux limites territoriales et aux sièges des moughataas de même nom, de la wilaya de Nouakchott, telles qu'elles résultent des dispositions du décret n° 90 - 124 du 29 décembre 1990, modifié.

Article 3 - Les corps municipaux des communes énumérées à l'article 1^{er} ci - dessus, seront mis en place dans le cadre du premier renouvellement général des conseils municipaux à survenir postérieurement à la date de signature du présent décret.

La commune de Nouakchott est réputée dissoute dès la mise en place des corps municipaux des nouvelles communes.

A cette date, les compétences, droits et obligations de la Commune de Nouakchott

seront reportés sur les neuf communes créées aux termes du présent décret.

Les règles de liquidation de la commune de Nouakchott seront précisées, s'il ya lieu, par décret.

Article 4 - Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires et notamment celles du décret n° 86 - 164 du 02 octobre 1986 portant création de la commune de Nouakchott.

Article 5 - Le Ministre de l'Intérieur, des Postes et Télécommunications est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel.

Ministère de l'Hydraulique et de l'Energie

Actes Réglementaires

Décret n° 2001- 077 du 12 juillet 2001 portant création et organisation d'un Etablissement Public à caractère administratif dénommé « Centre National des Ressources en Eau » C.N.R.E.

Titre 1^{er} : DISPOSITIONS GENERALES

Article 1 : Sous la dénomination de « **Centre National des Ressources en Eau** », par abréviation C.N.R.E., est créé un établissement public à caractère administratif régi par les lois et règlements en vigueur et le présent décret.

Article 2 :

Le C.N.R.E. jouit de la personnalité morale et de l'autonomie financière.

Article 3 :

Le siège social du C.N.R.E. est fixé à Nouakchott et peut être transféré en tout autre endroit du territoire national par arrêté du Ministre chargé de l'Hydraulique sur proposition du conseil d'administration.

Article 4 :

le C.N.R.E est placé sous la tutelle du Ministre chargé de l'Hydraulique. L'autorité de tutelle exerce d'une façon générale les pouvoirs d'autorisation, d'approbation, de suspension et

d'annulation prévus par l'ordonnance 90.09 du 04.04.1990.

Article 5 : Le C.N.R.E. a pour mission de mettre en œuvre, à l'échelle du territoire national, la politique de l'Etat en matière de gestion durable des ressources en eau. A ce titre, il est chargé de :

- L'élaboration et la mise en œuvre des programmes d'exploitation, d'évaluation, et de suivi des ressources en eau souterraines et superficielles.

- La constitution d'une documentation exhaustive sur les ressources en eau, y compris l'établissement de la carte hydrogéologie du pays.

- La création et la mise à jour des banques de données sur les ressources et les ouvrages hydrauliques.

Article 6 : Le C.N.R.E. est habilité à procéder à toute activité attachée à son objet, de nature à favoriser son développement. Il peut créer partout où il le jugera utile des unités décentralisées.

Titre II : ORGANISATION ET ADMINISTRATION

Article 7 : Le C.N.R.E. est dirigé par un Directeur assisté par un Directeur adjoint. Il est administré par un Conseil d'Administration dont l'organisation, le fonctionnement et les attributions sont ceux des organes délibérants tels que fixés dans le décret n° 118.90 du 19.08.1990.

Article 8 :

Le Conseil d'Administration est composé :

- d'un Président ;
- d'un Représentant du Ministère chargé de l'Hydraulique ;
- d'un Représentant du Ministère chargé des Finances,
- d'un Représentant du Ministère chargé des Affaires Economiques et du Développement ;
- d'un Représentant du Ministère chargé du Développement Rural et de l'Environnement ;
- d'un Représentant du Ministère chargé de la Santé ;

- d'un Représentant du Personnel du C.N.R.E.

- d'un Représentant de l'OMRG.

Le Président et les membres du Conseil d'Administration sont nommés par décret pris sur proposition du Ministre chargé de l'Hydraulique, pour une période de 3 ans.

Lorsqu'un membre du Conseil d'Administration aura perdu au cours de son mandat la qualité en raison de laquelle il avait été nommé, son mandat cesse de plein droit et il sera procédé à son remplacement pour le temps restant du mandat.

Article 9 : Le Conseil se réunit au moins 3 fois par an en session ordinaire et aussi souvent que l'intérêt du Centre l'exige, sur convocation de son Président qui fixe l'ordre du jour. Il ne peut délibérer valablement que si la majorité absolue de ses membres assiste à la séance.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents ; en cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Le Directeur assiste aux délibérations du Conseil avec voie consultative. La Direction du C.N.R.E. assure le secrétariat de la séance et prépare le procès-verbal. Les procès-verbaux sont signés par le Président et deux membres du Conseil d'Administration.

Article 10 : Le Conseil d'Administration assure d'une façon générale l'administration du Centre. Il a pour attribution de délibérer notamment sur les questions suivantes :

- Les programmes annuels ou pluriannuels des activités et des investissements ;
- le budget, les rapports annuels et les comptes ;
- le règlement intérieur et l'organigramme ;
- le statut du personnel et la grille de rémunération.

Article 11 : Le Directeur est nommé par décret pris en Conseil des Ministres, sur proposition du Ministre chargé de l'Hydraulique.

Article 12 : Sous réserve des dispositions relatives aux attributions du Conseil d'Administration et celles relatives aux pouvoirs de tutelle telles que définies par l'ordonnances 90.09 du 04.04 1990, le Directeur dispose des pouvoirs nécessaires pour assurer le fonctionnement du C.N.R.E., agit au nom de celui-ci et accomplit toutes les opérations relatives à son objet.

A ce titre, il est ordonnateur du budget, recrute le personnel de l'établissement conformément à l'organigramme approuvé par le conseil.

Le recrutement du personnel cadre est soumis à l'approbation du conseil d'administration.

Le Directeur a autorité pleine et entière sur le personnel, et représente l'établissement en justice.

Article 13 : Le Directeur est chargé de l'application des décisions du Conseil d'Administration auquel il rend compte de sa gestion.

Titre III : DISPOSITIONS FINANCIERES ET COMPTABLES

Article 14 : Les ressources financières du C.N.R.E comprennent notamment :

- les produits des redevances de prélèvement d'eau ;
- les dotations, subventions et autres versements de l'Etat, des collectivités locales et de tous les organismes publics ou privées nationaux ou internationaux ;
- les financements extérieurs mobilisés pour l'exécution de projets d'études, de recherche et de suivi des ressources en eau ;
- les rémunérations de services rendus et les ventes de produits documentaires ou cartographiques ;
- les dons et legs et, d'une manière générale, toutes les recettes autorisées par les lois et règlements en vigueur.

Article 15 : Les dépenses du C.N.R.E comprennent les frais de personnel, de

fonctionnement et d'équipement ainsi que, d'une manière générale, toutes celles que justifie l'activité de l'établissement.

Article 16 : Les marchés de l'établissement sont passés dans les conditions fixées par les textes relatives aux marchés publics et aux établissements publics.

Article 17 : La comptabilité de l'établissement est tenue, selon les règles de la comptabilité publique, par un agent comptable nommé par arrêté du Ministre chargé des Finances.

La mission de contrôle externe est exercée par un commissaire aux comptes, désigné par le Ministre chargé des Finances, conformément à la réglementation en vigueur.

Article 18 : Le budget prévisionnel annuel ainsi que les programmes d'actions sont préparés par le Directeur et soumis aux délibérations du Conseil d'Administration. Après leur adoption par le Conseil, ces documents sont transmis pour approbation au Ministre de tutelle et au Ministre chargé des Finances.

A l'issue de chaque semestre, le Directeur établit un rapport d'activité sur le fonctionnement du C.N.R.E comportant un bilan et un compte d'exploitation semestriels. Ce rapport est soumis au Conseil d'Administration et aux autorités de tutelle.

Article 19 : Sont abrogées toutes dispositions antérieures contraires au présent décret.

Article 20 : Le Ministre de l'Hydraulique et de l'Energie et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent décret qui sera publié au journal officiel.